



FAITS SAILLANTS DE LA FNUF11: MARDI 5 MAI 2015

La FNUF11 s'est réunie, mardi 5 mai, pour sa deuxième journée de délibérations. Durant la matinée, des groupes de travail (GT) se sont réunis procédant à un premier examen du projet de Déclaration ministérielle et du projet de résolution sur l'AIF au-delà de 2015, qui doivent être présentés en séance plénière, mercredi 6 mai. Dans l'après-midi, les délégués ont assisté à un dialogue multipartite, dans lequel les grands groupes ont discuté avec les États membres, entre autres, des voies et moyens d'améliorer l'efficacité de l'engagement des grands groupes avec le FNUF, et de la contribution qu'ils pourraient lui apporter.

LES GROUPES DE TRAVAIL

Le GT1: Le GT1 s'est réuni pour partager ses premières réflexions sur le document non-officiel sur les éléments possibles à inclure dans l'avant-projet de texte de la Déclaration ministérielle de la FNUF11. Le co-président Wu Zhimin a expliqué que le document non-officiel se fonde sur les travaux intersessions, y compris, entre autres, l'évaluation indépendante de l'AIF et l'IP. Le co-président Srećko Juričić a invité les délégués à examiner les questions de fond nouvelles et additionnelles qui doivent être intégrées ou soulignées.

Les délégués ont indiqué qu'il est besoin d'une texte d'introduction communiquant les grandes préoccupations, telles que le taux "alarmant" de la déforestation et la fragmentation des politiques. Ils ont également souligné la nécessité d'articuler une vision claire concernant la protection, la restauration et la gestion durable de tous les types de forêts.

Ils ont appelé à l'insertion d'un libellé reconnaissant le FNUF en tant que forum politique pour la promotion de la GFD, encourageant la mise en exergue des avantages sociaux et économiques de la gestion durable des forêts pour le développement durable. Les délégués ont également encouragé l'insertion de références aux technologies écologiquement rationnelles, au transfert de technologie, au dialogue science-politique, au renforcement de la gouvernance et de l'application des lois, et à des droits fonciers clairs.

S'agissant du financement, les délégués ont appelé au renforcement du financement au national destiné à la GFD. Certains délégués ont souhaité souligner la nécessité de rechercher des opportunités de multiples sources de financement, tandis que d'autres ont préféré souligner plutôt que le FNUF devrait mobiliser des fonds, par le biais d'un fonds mondial pour les forêts. Un délégué a déclaré que le principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD) doit être appliqué de manière appropriée.

Les délégués ont également insisté sur le soulignement de la nécessité de renforcer la collaboration du FNUF avec d'autres conventions relatives aux forêts, au niveau secretariat et au niveau national, et certains d'entre eux ont préféré se référer au programme de développement pour l'après-2015, par opposition aux ODD.

Le GT2: Le GT2 s'est réuni pour un premier examen du projet de résolution sur l'AIF au-delà de 2015. Le co-président du GT, Heikki Granholm, a introduit le document non-officiel, rappelant les activités intersessions telles que les IP, les réunions du GES et la consultation non-officielle organisée par le Bureau en mars 2015, qui ont éclairé le document non-officiel. Il a demandé que les délégués mentionnent les éléments et autres thèmes manquants éventuels jugés propres à l'inclusion dans l'avant-projet.

Les délégués ont, de manière générale, exprimé leur satisfaction à l'égard du document non-officiel comme plateforme de discussion. Au sujet de l'AIF au-delà de 2015, certains délégués ont appelé à la prorogation de l'AIF jusqu'à 2030. Beaucoup ont également souligné l'importance de l'intégration de l'AIF dans le programme de développement pour l'après-2015.

Les délégués ont également abordé la situation du FNUF au-delà de 2015, certains mettant en garde que la création d'un organe subsidiaire permanent ou d'un comité sur la mise en œuvre, dans le cadre du FNUF, peut faire double emploi avec le travail d'autres organismes liés à la forêt. Plusieurs délégués ont demandé des éclaircissements concernant le mandat d'un tel organisme et l'adhésion. Un délégué a déclaré que le renforcement du FNUF repose sur l'amélioration du cadre de financement. D'autres ont mis en garde que renommer le FNUF sans y ajouter une substance pourrait être considéré comme étant une intervention "cosmétique".

Au sujet de l'évolution de l'Instrument sur les Forêts au-delà de 2015, beaucoup ont déclaré qu'ils n'entendaient pas rouvrir les négociations sur sa teneur et qu'ils préféreraient explorer les possibilités de renforcer sa mise en œuvre.

Plusieurs délégués ont appuyé l'appel à la création d'un fonds mondial pour les forêts, pour catalyser la mise en œuvre et le financement de la GDF. Un délégué a exprimé son intérêt pour la proposition visant à actualiser le processus stratégique volontaire, mais a précisé que ce dernier ne doit pas être considéré comme étant un substitut du fonds mondial pour les forêts. D'autres ont indiqué qu'ils ne soutenaient pas la création d'un tel fonds, faisant valoir que le financement de la GDF doit provenir d'une gamme de sources complémentaires. Ils ont également souligné que le financement mondial destiné aux forêts a considérablement augmenté, mais que de nombreux pays manquent de capacités pour y accéder. Le rôle de l'application des lois forestières et de la gouvernance (FLEG) dans la mobilisation des ressources a également été souligné.

Au sujet du suivi, de l'évaluation et de la communication des données, des délégués ont appelé au remplacement de cette formulation par "le suivi et l'évaluation". D'autres ont encouragé l'établissement d'objectifs spécifiques, mesurables et assortis de calendriers pour le FNUF, certains suggérant que cela soit appuyé par un plan stratégique. Beaucoup ont plaidé pour le renforcement du Secrétariat du FNUF.

Parmi d'autres sujet abordés, il y a lieu de citer: les synergies entre les membres du PCF; le renforcement de la participation de multiples parties prenantes; l'amélioration du soutien aux



initiatives régionales et sous-régionales; l'arrêt de l'élaboration d'OF supplémentaires; et l'amélioration du traitement des forêts des zones arides et des pays à faible couvert forestier, dans l'AIF futur.

LE DIALOGUE MULTIPARTITE

Le directeur du FNUF, Sobral, a présenté la note du Secrétariat concernant le dialogue multipartite (E/CN.18/2015/6 and Add.1).

Le modérateur Lambert Okrah, Partenariat des grands groupes sur les forêts (PGGF), parlant au nom des ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG), a déclaré que les exposés présentés dans le dialogue seraient fondés sur le document de travail soumis par les grands groupes sur l'avenir de l'AIF et sur le rapport d'une Initiative des grands groupes (IGG) sur "la conception de véhicules permettant de garantir les moyens de mise en application de la GFD", tenue en mars 2015 à Katmandou, au Népal. Il a appelé les groupes régionaux à fournir leur avis sur les recommandations, à indiquer les recommandations qu'ils soutiennent et à proposer des moyens pour leur mise en œuvre.

Joseph Cobbinah, Réseau des forêts d'Afrique sub-saharienne, au nom des COMMUNAUTES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES, a présenté les recommandations de l'IGG, y compris la nécessité pour le FNUF: de passer de la négociation de textes à la facilitation du dialogue politique; d'accorder plus d'attention à l'élaboration de politiques intersectorielles intégrées; d'élargir la GF de manière à y inclure la FLEG; et d'établir des groupes de travail spécifiques pour garantir le maintien de la dynamique du traitement des décisions et des questions thématiques émergentes.

Cécile Ndjebet, Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts, parlant au nom des FEMMES, a parlé des lacunes de l'AIF actuel. Elle a souligné la nécessité de rehausser le profil des forêts dans le programme de développement mondial et de créer un organe relevant de l'ONU, qui se réunit régulièrement, maintient la dynamique et se charge de la coordination de tous les organismes des Nations Unies ayant trait aux forêts.

Peter deMarsh, président de l'Alliance internationale des forêts familiales, parlant au nom des AGRICULTEURS ET PROPRIETAIRES FONCIERS DE PETITES FORETS, a présenté les recommandations concernant les mécanismes financiers mondiaux pour la GFD. Il a comparé les fonds disponibles liés à la forêt à "des tentatives d'introduire une cheville carrée dans un trou rond", soulignant que la GFD doit être confirmée en tant objectif à part entière. Il a recommandé un mécanisme de financement mondial qui remplirait trois principales fonctions: jouer un rôle de catalyseur stratégique pour la GFD, dans le monde entier; fournir des évaluations des forêts plus complètes, au-delà des services écosystémiques actuellement mesurés; et identifier et promouvoir de nouveaux modèles de financement.

Olivia Sanchez Badini, Association internationale des étudiants en foresterie, parlant au nom des ENFANTS et des JEUNES, a rappelé aux délégués que les grands groupes sont le "chaînon manquant essentiel entre dire et faire". Elle a parlé des contraintes qui continuent à entraver la participation des grands groupes au niveau international, y compris: le manque de participation du secteur privé; l'absence de financements pour le renforcement des capacités internes; et les règles restrictives de participation. Elle a recommandé que le PGGF soit reconnu comme étant l'organe de coordination légitime des grands groupes de l'AIF, y compris le FNUF et le PCF.

Le Nigéria, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a encouragé les membres du PGGF à améliorer la coopération et la coordination aux niveaux sous-régional et national. L'UE a salué les recommandations visant à renforcer la contribution des grands groupes dans le FNUF, notamment, en leur permettant de faire des déclarations plénières sur tous les points de l'ordre du jour. Les COMMUNAUTES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES, les FEMMES, les PETITS AGRICULTEURS et PROPRIETAIRES FORESTIERS, ont souligné la nécessité d'efforts de coordination aux niveaux des districts, des villages, des pays, des régions, et du globe. Les FEMMES ont clarifié la proposition du PGGF de créer un

nouvel organe forestier au sein de l'ONU, expliquant qu'il s'agit d'un organe de coordination dédié aux forêts apte à permettre au FNUF d'unir le paysage fragmenté des politiques forestières. L'IUFRO a attiré l'attention sur ses liens avec les communautés scientifiques et technologiques et a convenu que le futur AIF doit renforcer l'interface science-politique.

Les Etats-Unis ont déclaré que le PGGF ne nécessite pas une relation formalisée avec le FNUF pour être efficace, et a encouragé l'exploration de la possibilité d'un statut d'observateur près du CPF, pour le PGGF. Avec la SUISSE, la représentante a souligné que le nouvel AIF doit inclure la participation du secteur du commerce et de l'industrie. Les États-Unis ont souhaité préciser également que leur suggestion consiste à voir le PGGF collaborer avec le FNUF d'une manière similaire au PCF. Le porte-parole des COMMUNAUTES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES a indiqué que "tous les efforts" sont fournis pour impliquer le secteur du commerce et de l'industrie dans le PGGF, les ONG, ajoutant que, pour les attirer, le FNUF doit devenir plus "important" aux plans économique et politique. La MALAISIE a déclaré qu'il y a avantage à faire en sorte que le PGGF devienne un groupe officiel, mais a demandé des éclaircissements sur les implications financières. Le porte-parole des COMMUNAUTES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES a signalé que des efforts accrus sont fournis pour recueillir des fonds pour le soutien des activités du PGGF.

La SUEDE a déclaré que le futur AIF sera enrichi par un engagement accru officiel et non-officiel des grands groupes. Le Japon a souligné que si une nouvelle formulation des réunions régionales se faisait tous les ans, une plus grande implication des grands groupes peut être attendue. Le CAMEROUN a appelé le FNUF à promouvoir un processus inclusif qui coordonne et prend en compte les voix de tous les acteurs.

La REPUBLIQUE DE COREE a déclaré qu'il est besoin de sensibiliser l'opinion mondiale quant à l'importance du PGGF. La FINLANDE a souligné l'importance de la participation des parties prenantes au niveau des pays et dans l'élaboration des positions des pays, dans les processus de l'ONU.

De nombreux conférenciers ont répondu que contrairement au PCF - qui peut recevoir de nouveaux membres - les grands groupes sont limités à neuf groupes, et ne disposent pas de structure de gouvernance qui leur permette un engagement direct avec le FNUF. La FAO a souligné l'existence de possibilités de collaboration entre le PGGF et le PCF, y compris à travers la participation de l'un à des réunions de l'autre.

DANS LES COULOIRS

La salle de conférence était bondée lorsque les délégués des pays et représentants des grands groupes s'y sont rassemblés pour le dialogue multipartite tenu dans l'après-midi, sur la participation des grands groupes et sur les options futures pour l'AIF. Le nombre important de participants, à la différence des précédentes réunions, a été perçu par certains comme un signe de reconnaissance accrue de l'importance de grands groupes.

D'autres ont suggéré que cela pouvait être attribué au besoin d'approfondir l'examen de la volonté des grands groupes à disposer d'un mécanisme d'accréditation indépendant relevant de l'ECOSOC, qui lui permettrait un engagement plus facile avec le FNUF. Certains représentants des grands groupes ont opiné que ce sentiment est contraire à l'esprit d'un engagement accru des grands groupes, faisant état des difficultés auxquelles ils ont été confrontés pour recevoir l'accréditation à assister à la FNUF11.

L'absence de représentant du commerce et de l'industrie et des collectivités locales, a été déplorée, quelques délégués soulignant que cela est en contraste avec leur engagement avec d'autres processus liés aux forêts. Les délégués ont également été entendus se demandant si cela n'était pas dû au peu "d'intérêt" qu'ils pourraient accorder au FNUF et à l'AIF actuel. A cet égard, un délégué a laissé entendre que les discussions en cours sur l'avenir de l'IAF offraient une occasion d'encourager l'engagement de ces deux groupes. Plusieurs personnes ont également reconnu que le dialogue de mardi sur le travail intersessions du PGGF a fourni une plate-forme pour plutôt "des échanges significatifs, que pour de simples déclarations de pays".